

« Belgique : un pays entre deux avenir »

Par Marc Osouf

(Fondation Jean-Jaurès, 24 juin 2010)

Les élections législatives anticipées du 13 juin 2010 ont consacré l'écrasante victoire du parti séparatiste flamand N-VA (Nouvelle alliance flamande), dirigé par Bart de Wever, obtenant 27 sièges (+ 19 par rapport à 2007, où il était alors apparenté aux sociaux-chrétiens du CD&V du Premier ministre sortant Yves Leterme). De son côté, le Parti socialiste francophone l'emporte largement en Wallonie avec 26 sièges et talonne les libéraux à Bruxelles. Une situation complexe dont devrait hériter son leader, Elio Di Rupo, qui pourrait devenir Premier ministre fédéral.

Ces élections sont très importantes dans la mesure où elles ont permis une clarification politique nécessaire au déblocage institutionnel (quatre gouvernements en trois ans butant sur le problème communautaire). La Flandre confirme son orientation à droite, la Wallonie consolide la gauche, avec le redressement spectaculaire du PS qui devance de dix points le Mouvement réformateur. Les grands perdants sont les libéraux et notamment les libéraux flamands qui ont ouvert la crise. Il convient de noter la fluidité persistante du vote flamand qui, après avoir favorisé les libéraux puis redonné le premier rôle aux sociaux-chrétiens et promu l'extrême droite séparatiste du Vlaams Belang, se regroupe désormais autour du vote N-VA. Le parti socialiste flamand, le SP.A, se redresse partiellement (14,5%, la gauche flamande ne dépassant pas la barre des 20%). Bien que le vote soit obligatoire en Belgique, la baisse de 5% du taux de participation reflète bien le « ras-le-bol » de la population à l'égard de la classe politique dans son ensemble.

Les votes flamand et wallon sont sans équivoque. L'un exige la mise en place d'une confédération, l'autre entend essentiellement défendre les acquis sociaux (la Belgique est le dernier pays à connaître encore l'échelle mobile des salaires et des prix). Face à des attentes aussi opposées, on aurait pu craindre un choc frontal entre deux partis aussi différents. Or, curieusement, c'est cela qui peut favoriser une entente. Même si Bart de Wever souhaite la partition de la Belgique, celle-ci apparaît cependant délicate. En effet, elle pose la question de la dette publique, du statut de Bruxelles et de la scission de la sécurité sociale. Or, la population vieillit plus vite en Flandre, par ailleurs frappée par la crise financière et économique mondiale, par exemple dans l'automobile.

En fait, l'objectif majeur que poursuit le président de la Nouvelle alliance flamande est institutionnel. Il souhaite aboutir à un système confédéral, ce qui passe par la résolution du litige autour de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, dossier sur lequel les Flamands ne manquent pas d'arguments. En effet, les francophones de la périphérie bruxelloise sont une « chasse gardée » des deux grands partis francophones de centre-droit. Les problèmes institutionnels dominent la vie politique belge depuis désormais plus de quarante ans... Toutefois, un compromis semble possible entre socialistes francophones, dont le leader, Elio Di Rupo pourrait devenir Premier ministre fédéral et Bart de Wever, nommé informateur par le roi afin de construire une majorité parlementaire permettant à Elio Di Rupo de former le gouvernement (une majorité des deux tiers est nécessaire à toute réforme institutionnelle et les libéraux ont fait savoir qu'ils entendaient être de la partie). Cette fois, les socialistes flamands

qui, contrairement à leurs homologues francophones, ne participaient pas au dernier gouvernement, devraient y revenir.

Les négociations pour former le prochain gouvernement s'annoncent cependant, comme souvent, longues et ardues. Mais le temps presse car la présidence belge de l'Union européenne sera assurée par Yves Leterme qui règle les affaires courantes du pays. Il faut toutefois se garder d'une approche trop simplificatrice qui ne permet pas de prendre en compte la réalité de la complexité belge.